



## Le COVID-19, un facteur aggravant de l'effritement de la cohésion sociale chez les jeunes et de la crise sécuritaire au Burkina Faso

### MESSAGES CLES

- En termes d'emploi, les jeunes burkinabè ont été les plus affectés par la crise du COVID-19
- Cette crise a contribué à mettre davantage à l'épreuve la cohésion sociale déjà affaiblie par la dégradation de la situation sécuritaire
- Le COVID-19 a causé une baisse du niveau d'ensemble de la cohésion sociale de 3% chez les jeunes

©GRAAD Burkina

Les Notes politiques COVIDImpact-Cohésion Sociale sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada). La série de note publiée a pour but de fournir des résultats de recherche et des recommandations pratiques pour un meilleur être des populations burkinabè et africaine.

Accédez librement et gratuitement à toutes nos notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina : <http://www.graadburkina.org/>

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spéciales et ont pour but d'éclairer la décision publique, de stimuler la discussion et la prise de conscience.

Le CRDI-Canada en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions exprimées.



■ Carte du Burkina Faso avec le logo de l'esprit de cohésion sociale  
©GRAAD Burkina

## Contexte

Le Burkina Faso, reconnu jadis comme pays de paix et de stabilité dans la sous-région, connaît depuis une décennie la dégradation de sa situation sécuritaire, marquée par l'extrémisme violent qui s'étend sur environ 40% de son territoire. Afin d'y faire face, le pays s'est inscrit dans l'approche dite de prévention, qui se fonde sur l'idée selon laquelle la violence ne vient pas du néant, mais a certainement des origines plausibles à identifier et à traiter. Sur ce point, une partie de la littérature actuelle indique que le chômage et la sous-occupation sont des facteurs explicatifs de l'extrémisme violent, tout comme le ressentiment d'absence d'avenir, le manque d'opportunités, etc. (PNUD, 2020).

C'est dans ce contexte que le pays enregistre son premier cas de COVID-19 en mars 2020. Des mesures de riposte sont alors prises et se sont traduites malheureusement par un accroissement du chômage, surtout chez les jeunes (PNUD, 2020 ; FORGE, 2020 ; GRAAD, 2020). Selon l'enquête du GRAAD en 2020, le taux de chômage chez les jeunes a augmenté de 24,5% (Estimation faite sur la base des emplois perdus dans les entreprises enquêtées). Cette note politique traite de cette question en lien avec la cohésion sociale.

## Analyse

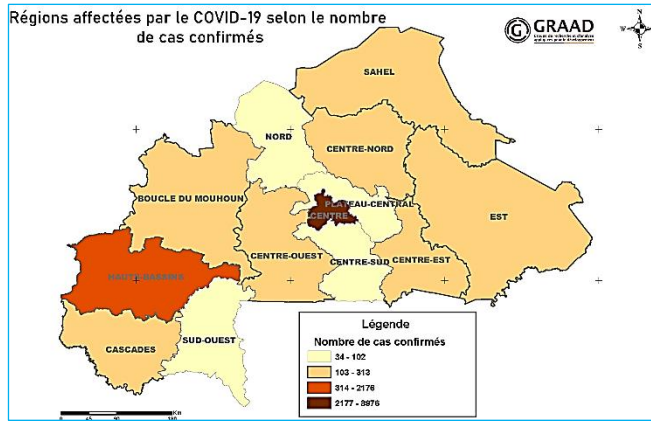
L'objectif de la recherche dont cette note politique est tirée est de mesurer l'impact du COVID-19 sur la cohésion sociale au Burkina Faso. Les données utilisées proviennent de deux (2) bases de données : la base de l'enquête sur la résilience des jeunes de 2020 et celle de l'enquête du projet "COVIDImpact-Cohésion sociale" de 2022. La dernière enquête a couvert les deux villes les plus touchées par la pandémie du COVID-19. Les données de l'INSD (2022) ont été également mises à contribution.

Ces deux enquêtes ont été réalisées respectivement auprès de 1 645 et 1 059 ménages. Le lien entre le COVID-19 et la cohésion sociale est analysé sous le prisme du statut d'emploi. L'analyse a été réalisée dans le cadre du projet "COVIDImpact-Cohésion Sociale" financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada).

## Résultats

***En termes d'infections, les cinq (5) régions les plus touchées par le COVID-19 sont par ordre décroissant : le Centre, les Hauts-Bassins, le Centre-Est, les Cascades et le Sahel.***

La carte ci-après donne un aperçu visuel de la situation des cas confirmés de COVIDS-19 selon la région.



Les données présentées dans la carte sont tirées de l'INSD (2022). Elles couvrent la période de décembre 2020 à octobre 2022. Les régions qui abritent les deux plus grandes villes en termes de peuplement sont de loin les plus touchées. Il est également curieux de constater que les régions les plus faiblement touchées sont des régions frontalières.

Finalement, de cette carte, il naît une curiosité scientifique sur les facteurs explicatifs d'une telle répartition de cas confirmés. Est-ce une question de démographie, de culture, de comportement, de climat, etc. ou simplement une question de système de surveillance sanitaire plus efficace dans les principales villes où se concentre le gros des moyens du système sanitaire burkinabè ? Bien qu'intéressant, cela n'est pas l'objet de la présente note.

**Sur le plan économique, le secteur informel, notamment les ménages-entreprises individuelles a été le plus touché.**

Selon les données collectées, 71,4% des entreprises ont enregistré une baisse de leurs chiffres d'affaires. Cette baisse varie selon le secteur spécifique d'activités et selon les caractéristiques de l'entreprise. En général, les baisses enregistrées sont comprises entre 1% et 50% du chiffre d'affaires moyen. La comparaison des ventes moyennes mensuelles d'avril 2019 et 2020 révèle une baisse des ventes moyennes de 21,5%.

En faisant une analyse selon la catégorie d'âge, les entreprises dont les responsables sont des adultes (plus de 35 ans) ont été plus impactées par les trois principales mesures de ripostes comparativement aux entreprises dont le responsable est plus jeune (18 à 35 ans).

**En termes d'emplois, les jeunes burkinabè ont payé le plus lourd tribut. Par ricochet, leur niveau de cohésion sociale a baissé de 3%.**

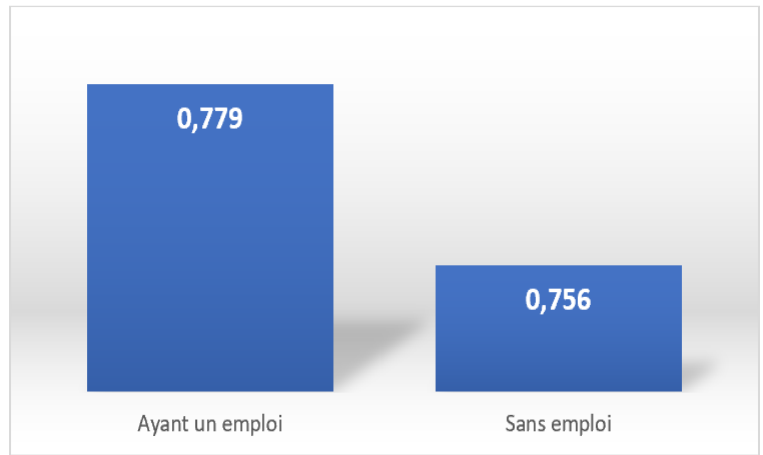
Suite à l'avènement du COVID-19, l'Etat burkinabè, à l'instar d'autres pays, a mis en place des mesures dites de riposte contre la pandémie : limitation des déplacements, interdiction de transports publics, couvre-feu, fermeture des marchés et yaars, etc. Ces mesures ont certes permis de freiner la propagation de la pandémie, mais pour une bonne partie des jeunes burkinabè, elles ont été surtout l'occasion d'une perte d'emploi et/ou de sous-emploi.

Selon les données de la présente recherche, les mesures prises ont conduit pour beaucoup à un arrêt total du fonctionnement de l'entreprise (22%-25%). Pour s'adapter, celles qui n'ont pas fermé totalement ont revu à la baisse les effectifs de leurs employés (3%) ou réduit la charge de travail et le salaire (6%) comme le synthétisent les images ci-dessous.

■ Source des tableaux : GRAAD Burkina – Enquête COVIDImpact-Cohésion sociale, 2022  
©GRAAD Burkina



Graphique 1 : Indice de cohésion sociale selon le statut d'emploi



Afin de traduire les effets de la pandémie en termes de cohésion sociale, la recherche s'est appuyée sur la méthodologie de l'indice de cohésion sociale définie avec l'ONG terre des Hommes-Lausanne en 2019-2020 au Burkina Faso, pour construire un indicateur composite linéaire simple.

Dans le processus de construction, les questions prenant en compte les éléments constitutifs de la définition officielle de la cohésion sociale au Burkina Faso ont d'abord été répertoriées et classées selon six (6) dimensions et treize (13) sous-dimensions de la cohésion sociale. Chacune des réponses données par les enquêtées a été ensuite dichotomisée selon qu'elle porte ou pas un esprit et/ou un comportement de cohésion sociale et reclassée dans les dimensions et sous-dimensions définies.

Dans la pratique, un calcul de moyennes a été simplement appliqué par addition des valeurs obtenues pour établir les scores respectifs par dimension et sous-dimension. Par normalisation, l'indice est compris entre 0 et 1. Le graphique 1 ci-dessus donne les résultats d'ensemble. Des données de ce graphique, il ressort que les jeunes employés ont globalement un niveau de cohésion sociale plus élevé

que leurs homologues sans emploi. En effet, l'indice de cohésion sociale calculé pour les jeunes employés est de 0,779. Ce chiffre est de 0,756 pour les jeunes sans emploi. Ce qui traduit une baisse du niveau global de la cohésion sociale de 3%. Dans le cas du Burkina Faso, cette situation constitue un risque important d'exacerbation de la crise sécuritaire, surtout quand on sait qu'une partie de la jeunesse est prête à rejoindre les GAT pour certains motifs, dont celui du chômage. L'analyse selon le sexe et l'âge montre qu'il n'y a pas de différence significative entre les hommes, les femmes, les moins âgés (moins de 35 ans) et les plus âgés (plus de 35 ans).

### Implication politique

Dans des crises comme celle-ci, les entreprises dirigées par les femmes sont celles qui maintiennent le plus l'emploi dans le pays (GRAAD, 2022). Une politique spécifique de soutien à ce type d'entreprise constitue donc une sérieuse piste de réflexion pour le maintien de la cohésion sociale dans des crises menaçant l'emploi. En dehors des crises, les politiques de promotion de l'entrepreneuriat féminin sont à renforcer.

### Références

- PNUD. (2020). Impact socio économiques du COVID-19. Sur le chemin de l'extrémisme violent en Afrique. .
- FORGE, (2020). Analyse économique des effets du COVID-19 au Burkina Faso.
- GRAAD, (2020). Impact socioéconomique du covid-19 sur les entreprises informelles. Editions Universitaires Européennes, 17 Meldrum Street, Beau Bassin 71504, Mauritius  
Printed at : see last page.  
ISBN :978-620-2-54690-4

### Auteurs

Gountiéni D. Lankoandé, Martin Sawadogo

### Partenariat scientifique



AFRICAN SCHOOL OF ECONOMICS



CSV  
The Centre for the Study of Violence and Reconciliation